

EXPLOSION DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES

Dénaturant l'hommage rendu au prix Nobel de physique 2007 Albert Fert, lundi 28 janvier, Nicolas Sarkozy a tracé un programme de démantèlement systématique de la recherche et de l'enseignement supérieur français.

Le président s'est prononcé, sans surprise, contre les organismes de recherche –en premier lieu le CNRS-, contre les instances de prospective et d'évaluation collégiales que sont les sections du CNU ou du Comité national. Il dessine un pilotage politique serré de la recherche via l'ANR et le CNRS transformé en agence de moyens par qui passeraient la quasi intégralité des moyens dévolus à la recherche et aux laboratoires. Flattant quelques scientifiques éminents, nommés par le pouvoir gouvernemental pour expertiser leurs collègues, le président de la République fait exploser autant les institutions scientifiques publiques françaises (pourtant admirées mondialement) que la communauté scientifique. Il démantèle l'un des meilleurs systèmes d'évaluation scientifique.

Une telle politique de créneaux scientifiques, de concentrations thématiques et géographiques signe des renoncements en matière de recherche parallèles aux 10 campus d'"excellence" annoncés par Sarkozy et Attali. Si les universités sont présentées comme le cœur du dispositif de recherche, la loi LRU, le budget 2008, l'absence de toute création d'emploi infirment ces proclamations. La suppression des doubles tutelles sur les unités de recherche réduit la liberté des scientifiques. Se profile contre les statuts des personnels de la recherche la mise en extinction du corps des chercheurs, les recrutements sur « missions » selon des niveaux de salaires et de primes échappant à toute règle collective. Un recul social et scientifique considérable !

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU appellent la communauté scientifique, les citoyens qui refusent l'obscurantisme à s'opposer à ce démantèlement de notre système public de recherche et d'enseignement supérieur. Ils invitent à consolider la complémentarité des universités et des organismes de recherche pour la science, pour ses acteurs et pour notre pays.

Sauver la recherche et l'enseignement supérieur : une absolue urgence qui implique de revenir aux conclusions que la communauté scientifique avait dans son ensemble produites lors des Etats Généraux de Grenoble (2004).

Déclaration commune du SNESUP et du SNCS du 29 janvier 2008

Faire converger les mobilisations contre le démantèlement du potentiel de recherche public, celles contre la loi LRU pour mettre en avant une alternative inspirée des propositions de Grenoble, des mémorandums syndicaux, sont l'un des objectifs de l'initiative nationale unitaire qui se dessine à Paris le vendredi 8 février.